



**PREFECTURE  
REGION ILE DE  
FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°IDF-055-2022-04

PUBLIÉ LE 26 AVRIL 2022

# Sommaire

**Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France / Service juridique**

IDF-2022-04-26-00001 - Arrêté n°2022-027 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire (4 pages)

Page 3

Direction régionale des affaires culturelles  
d'Ile-de-France

IDF-2022-04-26-00001

Arrêté n°2022-027 portant subdélégation de  
signature en matière d'ordonnancement  
secondaire

**Arrêté n°2022-027  
portant subdélégation de signature  
en matière d'ordonnancement secondaire**

**LE DIRECTEUR REGIONAL  
DES AFFAIRES CULTURELLES D'ÎLE-DE-FRANCE**

- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n°2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;
- VU** le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;
- VU** le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Marc GUILLAUME en qualité de préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;
- VU** l'arrêté du 19 juillet 2019 portant nomination de Monsieur Laurent ROTURIER en qualité de directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 ;
- VU** IDF-2022-03-25-00001 - Rectificatif du 25 mars 2022 en raison d'une erreur matérielle de la publication au recueil des actes administratifs spécial n°DS-IDF-047-2022-03 publié le 17 mars 2022 de l'arrêté n° IDF-2022-03-17-00003 portant délégation de signature à M. Laurent ROTURIER, directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire.

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

Dans le cadre de la délégation de signature n°IDF-2022-03-25-00001 – Rectificative du 25 mars 2022 et en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent ROTURIER, délégation de signature est donnée pour l'ensemble des matières d'ordonnancement secondaire à **Madame Carole SPADA** directrice régionale adjointe des affaires culturelles d'Île-de-France, à **Monsieur Olivier PEYRATOUT**, directeur adjoint délégué chargé des patrimoines, et à **Madame Virginie CHAPUS**, secrétaire générale.

## ARTICLE 2 :

Délégation de signature est donnée à **Monsieur Antoine-Marie PREAUT**, conservateur régional des monuments historiques, à l'effet de signer toutes les pièces relatives à la passation et à l'exécution des accords-cadres et des marchés publics passés dans le cadre des programmes « Patrimoine » (n°175) et « Compétitivité » (n°363).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Antoine-Marie PREAUT, délégation est donnée à **Madame Emilie COUHADON**, son adjointe, à l'effet de signer et recevoir les actes ci-dessus énumérés.

## ARTICLE 3 :

Délégation de signature est donnée à **Madame Antoinette LEMUNIER**, cheffe du bureau des affaires financières, à l'effet de :

1. recevoir les crédits des programmes suivants :
  - « Création » (n°131)
  - « Patrimoine » (n°175)
  - « Soutien des politiques culturelles » (n°224)
  - « Livre et industries culturelles » (n°334)
  - « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » (n°361)
2. signer tous arrêtés, décisions, pièces ou conventions, y compris ceux relatifs à la prescription quadriennale, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'Etat dans le cadre des programmes suivants :
  - « Création » (n°131)
  - « Patrimoines » (n°175)
  - « Soutien des politiques culturelles » (n°224)
  - « Livre et industries culturelles » (n°334)
  - « Administration territoriale de l'État » (n°354)
  - « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » (n°361)
  - « Compétitivité » (n°363)
3. signer, dans la limite de ses attributions et dans la limite des plafonds de dépenses qui auront été notifiés par le Préfet de la région d'Île-de-France, toutes pièces pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses de l'État dans le cadre des programmes suivants :
  - « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État » (n°723)
  - « Administration territoriale de l'État » (n°354)
  - « Compétitivité » (n°363)

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Antoinette LEMUNIER, cheffe du bureau des affaires financières, délégation est donnée à **Madame Lucie MASSON**, son adjointe, à l'effet de signer et recevoir les actes ci-dessus énumérés.

Délégation est donnée à **Madame Karine COTARD**, responsable administrative et financière et **Madame Kaouter BOUZIDI**, chargée de programmation, à l'effet de signer et recevoir les actes ci-dessus énumérés en matière de subvention de fonctionnement jusqu'à 23 000 €.

Toute dépense supérieure à 400 000 euros devra faire l'objet d'un visa préalable du Préfet de la région d'Île-de-France.

#### **ARTICLE 4 :**

Demeurent réservés à la signature du Préfet de la région d'Île-de-France :

- les ordres de réquisition du comptable public,
- les décisions de passer outre à l'avis défavorable du contrôleur budgétaire régional,
- les conventions avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics,
- les conventions et décisions attribuant des subventions d'un montant de 150 000 euros et plus,
- les contrats de bail.

Le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, aura été préalablement informé des prévisions d'attributions des subventions par la communication d'un tableau listant lesdites subventions en précisant les organismes bénéficiaires et les montant proposés. Ce tableau est transmis en début d'exercice et trimestriellement.

#### **ARTICLE 5 :**

Délégation de signature est donnée à **Madame Nadège GUYONVARCH**, cheffe du bureau des ressources humaines, à l'effet de signer toutes les pièces relatives :

- à la gratification des stagiaires ;
- aux ordres de mission des agents ;
- aux dépenses relatives à la formation continue et à la restauration collective des agents.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nadège GUYONVARCH, cheffe du bureau des ressources humaines, délégation de signature est donnée à **Monsieur Nabil LAHIANE**, son adjoint, à l'effet de signer les actes ci-dessus énumérés.

#### **ARTICLE 6 :**

Toutes les dispositions réglementaires contraires et antérieures sont abrogées.

#### **ARTICLE 7 :**

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région d'Île-de-France.

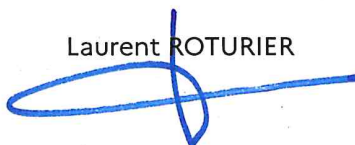
**ARTICLE 8 :**

Le directeur régional des affaires culturelles d'Île-de-France est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région d'Île-de-France, et affiché au sein de la Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France.

Paris, le **26 AVR. 2022**

Pour le préfet de la région d'Île-de-France,  
préfet de Paris,  
Et par délégation  
Le directeur régional des affaires culturelles  
d'Île-de-France,

Laurent ROTURIER



Affichage à la direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France